

L'ASSOCIATION DE DÉFENSE DE L'ENSEIGNEMENT CATHOLIQUE EN HONGRIE ENTRE 1945 ET 1948

ANDRÁS GIANONE

Professeur au lycée cistercien Saint Imre de Buda, membre extérieur
de l'Académie hongroise des sciences
gianone@katped.hu

La période de 1945 à 1948 est marquée en Hongrie par le passage d'un système parlementaire à la dictature communiste. Pendant ces années, l'Église catholique essaya de maintenir sa place au sein de la société hongroise. Pour protéger l'enseignement catholique, elle mobilisa les parents d'élèves dans le cadre d'une association au sein de l'Action Catholique. L'Association de Parents Catholiques joua un rôle important dans la lutte scolaire entre l'Église et l'État.

Mots-clefs: Église catholique, enseignement, école catholique, parents d'élèves, Action Catholique, communisme, dictature, nationalisation

Introduction

Après la Seconde guerre mondiale, la situation de l'Église catholique évolua radicalement par rapport à l'époque de l'entre-deux-guerres. La protection de l'État, dont elle avait pu jouir sous le régime Horthy, cessa brusquement. Certes, en 1945, on pouvait encore espérer la prochaine réalisation du principe d'une Église libre dans un État libre, dans le cadre de la démocratie parlementaire, mais, peu à peu, il devint évident que la Hongrie prenait le chemin d'une dictature totalitaire de type bolchevik où l'Église n'aurait pas de place en dehors des églises.

L'enseignement catholique fut lui aussi plongé dans une situation nouvelle. À la suite de la loi sur la réforme agraire, votée en 1945, les grands domaines de l'Église étant partagés parmi les paysans ou au contraire nationalisés, les écoles catholiques furent privées de leur principale assise économique. En outre, la question de la nationalisation des écoles confessionnelles fut soulevée par certaines personnalités politiques dès 1945¹. Comme l'Église catholique entretenait environ un tiers des écoles dans le pays, elle devint l'adversaire le plus important du gouvernement (de plus en plus contrôlé par les communistes) en ce qui concerne la lutte pour la liberté scolaire. Main dans la main avec l'Église, une association

nouvellement créée, l'Association des parents d'élèves catholiques, participa activement à cette lutte scolaire. C'est au sujet de cette association que le ministre de l'Instruction publique, Gyula Ortutay², allait faire la remarque suivante dans sa conclusion au débat sur la nationalisation des écoles, en juin 1948 :

« On m'a dit [...] que l'Association des parents d'élèves catholiques était une association artificielle, quelque chose d'inexistant. [...] Au contraire, elle existe, elle s'organise et elle s'active énergiquement contre la démocratie hongroise³ ! »

D'abord je présenterai brièvement le contexte politique, puis j'analyserai la formation et l'organisation de l'association, son activité réelle dans la lutte scolaire et enfin les circonstances de sa disparition.

Le contexte politique

L'année 1945 apporta en Hongrie la paix, la libération de l'occupation allemande et la fin de la dictature d'extrême-droite des croix-fléchés, mais aussi l'occupation par l'Armée rouge. La plupart des hommes politiques hongrois espéraient que l'occupation prendrait rapidement fin, mais les troupes soviétiques restèrent dans le pays au-delà de la ratification du traité de Paris, en 1947, et leur présence exerça une influence déterminante sur la vie politique. Dans un premier temps, les Soviétiques tolérèrent le système parlementaire, tout en soutenant les communistes hongrois en cas de nécessité. Ainsi, quand les élections libres de novembre 1945 assurèrent la majorité absolue au Parti des petits propriétaires (FKGP), au détriment des partis de gauches (communistes, sociaux-démocrates, paysans pauvres), les soviétiques imposèrent la formation d'un gouvernement de coalition incluant ces quatre partis tout en faisant en sorte que le ministère de l'Intérieur fût pris en main par les communistes. En 1946 et au cours de la première partie de 1947, la majorité acquise au FKGP commença à s'éroder, le secrétaire général du parti, Béla Kovács, fut arrêté par les Soviétiques et déporté au Goulag ; le premier ministre, Ferenc Nagy, dût partir en exil, l'un et l'autre étant accusés, à tort, de complot contre la République hongroise. Après les élections du 31 août 1947, marquées par des abus de la part des communistes, la coalition resta au pouvoir, mais le parti communiste se renforça et son influence politique devint ouvertement plus grande. En automne 1947, la stratégie soviétique changea. Il était temps pour les communistes des pays dominés par l'URSS de prendre la totalité du pouvoir et d'installer une dictature stalinienne. C'est ainsi que le 12 juin 1948, on procéda en Hongrie à l'unification du Parti communiste et du Parti social-démocrate, les autres partis politiques furent éliminés entre la fin 1947 et le début 1949. La nouvelle constitution, de type stalinien, fut adoptée le 18 août 1949⁴. Tout cela marqua évidemment la vie de l'Église catholique et celle de ses écoles.

La fondation de l'Association de parents d'élèves catholiques

Lors de leur première réunion d'après-guerre, le 24 mai 1945, les évêques examinèrent la nouvelle situation de l'Église catholique en Hongrie. C'est alors que l'organisation des parents d'élèves fut mise à l'ordre du jour, sur une proposition émanant de la direction de l'Action Catholique (AC)⁵, dont l'argumentation était fondée sur l'expérience de la séparation des Églises et de l'État en France⁶. De fait, l'exemple français joua un rôle majeur dans l'idée d'organiser en Hongrie une association de parents pour la défense de l'enseignement catholique. Notons que l'auteur des documents de réflexion était Gábel Asztrik *O. Praem.* (ordre de prémontrés), directeur du lycée français de Gödöllő, personnalité informée sur la situation française⁷. En effet, c'était bien la séparation qui avait imposé aux catholiques français de s'organiser, les premières associations de parents d'élèves de l'enseignement libre ayant vu le jour au début des années 1930, précédant de quelques années la création, en 1935, d'un organisme d'union nationale (UNAPEL)⁸.

Après avoir pris, en mai 1945, la décision sur l'organisation d'une association de parents d'élèves, les évêques hongrois chargèrent le bureau central de l'Action catholique de la mettre en application. C'est pourquoi le directeur national de l'AC, le chanoine Zsigmond Mihalovics, engagea au cours de l'été des négociations avec l'institution de tutelle sur les écoles catholiques. Le 12 octobre, il adressa un projet de règlement intérieur à József Mindszenty, archevêque d'Esztergom et primat de Hongrie nouvellement installé. Trois jours plus tard, Mgr Mihalovics compléta son projet de propositions concrètes en vue d'établir la structure de l'association. Entre autres, il suggéra, pour occuper sa direction, Ödön Lénárd *Sch. P.* (frères piariste), le nouveau secrétaire de l'AC pour la culture⁹.

Les évêques approuvèrent le projet de règlement lors de leur réunion du 17 octobre 1945. Le mois suivant, chaque évêque envoya une lettre circulaire à ses curés ainsi qu'aux chefs d'établissement scolaire catholique de son diocèse avec la requête de convoquer les parents d'élèves avant le 10 janvier 1946, dans le but de créer des associations locales adossées aux écoles paroissiales. En ce qui concerne les écoles congréganistes, l'archevêque Mindszenty demanda également aux provinciaux de susciter la création d'associations autour de leurs établissements scolaires¹⁰. En conséquence de ce qui précède, on peut constater qu'en Hongrie, l'Association nationale des parents catholiques ne fut pas organisée à partir d'initiatives locales, comme ce fut le cas en France, mais d'en haut, conformément non seulement à la structure hiérarchique de l'Église catholique en général, mais aussi au rôle minime joué par les laïcs au sein du catholicisme hongrois. C'est probablement la cause principale pour laquelle la constitution des associations locales avança plus lentement que prévu. Il faut également ajouter que dans les villages souabes, c'est-à-dire dans les communes habitées par la minorité

allemande, les déportations en cours ou les craintes de déportation en Allemagne empêchèrent toute sorte d'organisation. En outre, certains étaient convaincus que la lutte était inutile contre l'État et pensaient simplement que rien ne pouvait ni ne devait empêcher l'État de saisir les écoles¹¹.

Quoi qu'il en soit, lors de leur réunion du 14 mars 1946, les évêques réaffirmèrent l'importance de mettre en place, dès que possible, une organisation des parents d'élèves¹². Le vicaire d'Esztergom avertit les curés qu'il interpréterait comme une négligence professionnelle tout retard dans la création des associations locales¹³. Malgré tout, en décembre 1946, Ödön Lénárd dut encore prier le cardinal Mindszenty de faire en sorte que les associations locales de parents soient formées sur l'ensemble du territoire et qu'il soit lui-même renseigné avec précision sur l'état d'avancement du projet. En effet, les problèmes de communication étaient importants. Par exemple, sur le territoire de l'exarchat apostolique gréco-catholique de Miskolc, il y avait, selon le vicaire, vingt-et-une associations de parents, mais le bureau central ne disposait d'information que sur une ou deux d'entre elles¹⁴. Selon les statistiques du bureau, le nombre total des associations locales dans le pays dépassait le millier à la fin de l'année 1946, mais, si l'on se référait aux bases de données des diocèses présentées lors de la réunion des évêques des 25–26 février 1947, leur nombre aurait dû approcher le double. Du reste, le cardinal Mindszenty trouvait même cela insuffisant. Bien qu'il n'existât qu'un peu plus de trois mille écoles catholiques en Hongrie, il eût aimé pouvoir compter sur au moins 5447 associations¹⁵. Il est vrai que l'organisation fut élargie aux écoles de l'État et aux écoles communales où la religion était encore une matière obligatoire : en mai 1946, l'Église demanda aux professeurs de religion de convoquer les parents d'élèves afin de créer des associations locales autour de ces écoles¹⁶. Cependant leur tâche devait s'avérer trop difficile, puisqu'ils ne pouvaient, en général, compter ni sur le soutien des chefs d'établissement, ni sur celui d'une grande partie des parents.

Le statut juridique et l'organisation interne de l'Association

Dans le règlement intérieur de l'organisation, on peut lire que « l'Association de Parents Catholiques n'est pas une association à part, mais [...] elle œuvre dans le cadre de l'AC¹⁷. » Elle n'était donc pas régie par le droit civil et n'eut pas à être autorisée en tant que telle par le ministère de l'Intérieur, selon la loi XVII/1938 restée en vigueur après la Seconde Guerre mondiale. Du reste, la précaution d'insérer l'Association des parents catholiques dans le cadre de l'AC était tout à fait justifiée. Dès 1945, le ministère contrôlé par les communistes empêcha ou interdit le fonctionnement de plusieurs associations catholiques. Puis, en été 1946, le ministre, László Rajk, décréta la dissolution d'un grand nombre

d'associations sociales, dont toutes les associations catholiques sauf celles dont l'objet était strictement religieux. Le ministère essaya également de dissoudre l'AC, mais cela s'avéra impossible, puisqu'en Hongrie, l'AC était une organisation ayant pour but de coordonner le travail des paroisses dans le sein même de la hiérarchie de l'Église catholique et elle n'était donc pas enregistrée par le ministère de l'Intérieur en tant qu'association. Il était donc impossible d'empêcher, par une manoeuvre simplement administrative, l'activité de l'AC et des mouvements œuvrant sous son aile protectrice¹⁸. Au demeurant, il était clair qu'en dépit de sa nature juridique informelle, l'Association des parents catholiques – ayant, suite aux événements de l'été 1946, modifié son nom en Association religieuses de parents catholiques – était une association de fait, sinon de droit, puisqu'elle avait des adhérents, même si ces derniers ne s'engageaient pas à payer une cotisation (seule une contribution volontaire leur était demandée)¹⁹.

Au-delà des parents d'élèves des écoles catholiques, on comptait aussi sur l'adhésion des anciens élèves et des amis des parents, puisque le bureau central de l'AC entendait mobiliser toute la société catholique. Fait unique avant le concile Vatican II, même les non-catholiques étaient admis à adhérer²⁰. À Kalocsa, chef-lieu du deuxième archidiocèse hongrois, un tiers des habitants intégra l'une des associations de parents locales.

Le président des associations locales était élu parmi les parents, mais le chef d'établissement jouait un rôle important dans le choix du candidat et le représentant paroissial de l'AC faisait également partie de la direction de l'association locale²¹. Ainsi le processus électoral était-il à la fois influencé par la tradition hiérarchique de l'Église catholique et par les exigences démocratiques de la période d'après-guerre. D'ailleurs le bureau central de l'Association favorisa l'élection de parents reconnus pour être d'efficaces organisateurs et qui étaient prêts à consacrer du temps à leur tâche. Et il désapprouva, au contraire, l'examen des candidatures selon la position sociale, le nombre d'enfants ou les mérites accumulés dans d'autres domaines ou circonstances²².

Au niveau national, il n'y avait qu'un seul organe, le bureau central de coordination du travail des associations locales. Ce bureau fut créé formellement à la fin de 1947, ses membres (choisis par le bureau central de l'AC, représentants à la fois des parents d'élèves et des enseignants) furent confirmés par le cardinal Mindszenty sur la proposition d'Ödön Lénárd. Au départ, le bureau local pour la ville de Budapest fut fortement impliqué dans la gestion des affaires générales. Son président était un avocat, père de six enfants, Miklós Tóth. Les membres du Bureau national et du bureau de Budapest étaient tous d'importants intellectuels laïcs, mais Ödön Lénárd resta toujours le moteur de l'Association²³.

Activités quotidiennes des associations locales

Avant de créer une association, les parents d'élèves participaient déjà activement à la vie des écoles. Par exemple, ils prenaient part à l'entretien ou à la restauration des bâtiments, ils apportaient le combustible nécessaire. Mais les ambitions du bureau central de l'Association étaient beaucoup plus vastes, elles concernaient la diffusion de la presse catholique, l'organisation de conférences sur des sujets pédagogiques, théologiques ou culturels, ainsi que l'activité caritative. Plusieurs associations locales entreprirent effectivement de venir en aide aux enfants des familles en difficulté en leur donnant de la nourriture, des vêtements ou en leur assurant l'exemption de frais de scolarité, certaines organisèrent aussi des conférences aux fins de l'édification des parents, mais, en définitive, la proportion d'associations oeuvrant véritablement dans l'esprit polyvalent demandé par le bureau central resta faible²⁴. Selon un rapport transmis au cardinal Mindszenty par Ödön Lénárd, la majorité d'entre elles se bornaient à élire des dirigeants ou limitaient leurs activités à la protestation contre certaines mesures gouvernementales²⁵.

Dans la tourmente de la lutte scolaire en 1946–47

Même si, au début, l'accent fut mis sur l'aide matérielle des parents d'élèves pour assurer le fonctionnement des écoles, l'objectif principal et ultime des associations de parents d'élèves était la défense de l'enseignement catholique dans son ensemble, pour garantir l'existence des écoles catholiques à long terme²⁶.

En avril 1946, la police – sous contrôle communiste – organisa de nombreuses descentes dans les lycées catholiques dans le but de trouver des armes dissimulées ainsi que des documents antidémocratiques et antisoviétiques. Il importait de pouvoir les étiqueter comme des nids réactionnaires. En réponse, l'Association organisa des manifestations pour protester contre les rafles et les accusations fabriquées²⁷. C'était la première occasion, pour l'Association, de faire entendre publiquement sa voix et cela non sans résultat, puisque la police cessa aussitôt ses descentes dans les établissements d'enseignement catholique.

Quelques mois plus tard, en novembre 1946, les partis de gauche lancèrent une campagne de presse en faveur du monopole de l'État sur la publication des manuels scolaires. Ils souhaitent également autoriser l'accès et l'activité des associations politiques de jeunesse au sein des écoles. Cette fois, l'Association de parents catholiques choisit de donner une nouvelle forme à son opposition : les associations locales – ainsi que les paroisses – expédièrent des télégrammes ou des lettres de protestation munies de signatures en grand nombre aux autorités publiques et dépêchèrent également des délégations auprès du gouvernement et

du parlement. Ces protestations ne restèrent pas, elles non plus, sans suite. Le gouvernement renonça aux deux initiatives lancées par les partis de gauche²⁸.

En mars 1947, les représentants de tous les partis du gouvernement se mirent d'accord à propos de trois mesures d'ordre scolaire : l'introduction de manuels scolaires uniques, la nationalisation des petites écoles rurales et la suppression du caractère obligatoire de l'enseignement religieux. L'Association réitéra sa campagne de protestation en envoyant des télégrammes et des lettres et en mettant sur pied plusieurs délégations. De plus, les représentants des Églises protestantes et même quelques cellules sociale-démocrates s'opposèrent également au projet du gouvernement. Grâce aux protestations massives, celui-ci fut à son tour abandonné, au moins pour un certain temps²⁹.

Tandis que la guerre scolaire marquait une pause, l'AC organisa, les 4-7 octobre 1947, à Budapest, un congrès national de Marie dans le cadre de l'Année de Notre Dame décrétée par le cardinal Mindszenty pour 1947-1948. La séance de clôture du congrès, qui eut lieu sur le parvis de la basilique Saint Étienne, à Budapest, tint également lieu d'assemblée de l'Association des parents catholiques. Cela montre l'importance de cette organisation à l'époque, au sein de la société civile catholique, au moment où toute les associations catholiques dont l'activité n'était pas purement religieuse étaient interdites et où l'existence même des écoles catholiques était périodiquement remise en cause. Les orateurs de l'assemblée soulignèrent la position de l'Église au sujet de l'enseignement, en insistant surtout sur l'importance de l'éducation religieuse, mais aussi sur le rôle des parents³⁰.

En somme, tout au long des années 1946-47, l'Association de parents catholiques venait de lutter avec succès pour la défense de l'enseignement catholique. Cependant, il est à remarquer que ses actions de protestation furent organisées à l'initiative de la hiérarchie : c'est pour répondre à l'appel épiscopal que le bureau central de l'Association écrivit une lettre circulaire aux associations locales afin de lancer l'action concrète. En outre, seulement une partie d'entre elles (un tiers, en hiver 1946/47) y prit part et cela montre que beaucoup d'associations existaient seulement sur le papier³¹.

La dernière étape de la guerre scolaire et la disparition de l'Association en 1948

Au début de l'année 1948, sur l'injonction du Parti communiste, le gouvernement décida de la nationalisation pur et simple des écoles confessionnelles, si possible dans le cadre d'un accord entre l'État et les Églises. Or l'Église catholique, avec le cardinal Mindszenty à sa tête, refusa de remettre ses écoles à l'État. À partir de la mi-avril, une nouvelle campagne s'ouvrit dans la presse de gauche contre

l'enseignement confessionnel. Le 9 mai, les communistes et les sociaux-démocrates rendirent public leur programme commun, revendiquant la nationalisation des écoles confessionnelles. Quelques jours plus tard, Gyula Ortutay, ministre de l'Instruction, annonça que cet objectif serait effectivement atteint dans le cadre du programme gouvernemental. La dernière et décisive étape de la guerre scolaire éclata³². Selon Ödön Lénárd : « nous arrivâmes au point où nous devions défendre l'avenir de nos enfants avec tous les moyens légaux et permis³³. » L'Association de parents catholiques, de concert avec les paroisses entretenant une ou plusieurs écoles primaires, relança elle aussi sa campagne. Plus de mille associations locales s'opposèrent au projet de nationalisation et envoyèrent de nouveau des lettres et des télégrammes aux autorités publiques et leurs copies au bureau central de l'Association. Les communistes, de leur côté, utilisèrent le même moyen. Des cellules de syndicats du corps enseignants et d'autres organisations placées sous l'influence de la gauche expédièrent des pétitions au parlement revendiquant la nationalisation des écoles confessionnelles. À court d'arguments, la police procéda à l'arrestation du président du bureau central et interdit toute réunion au sein de l'Association³⁴.

Le 16 juin 1948, le Parlement hongrois examina en priorité le projet de loi sur la nationalisation des écoles. Pour s'opposer au projet du gouvernement, Margit Slachta, fondatrice des Soeurs du service social et membre du Parlement, déposa sur le bureau du président les copies de presque deux mille cinq cents lettres de protestation dont la moitié avait été écrites par les associations locales de parents d'élèves. Tout cela en vain, car le Parlement vota le jour même la proposition de loi autorisant la nationalisation de six mille cinq cents écoles dont la moitié était catholique³⁵.

Après la nationalisation des écoles, l'Association des parents catholiques perdit sa principale raison d'être. Elle disparut en été 1948. La dictature communiste, encore en construction, cessait déjà de tolérer toute activité de l'Église Catholique hors de la liturgie au sein des églises. Bien qu'ayant appartenu à l'action de l'Église depuis des siècles, l'éducation, la santé ou le travail caritatif lui furent désormais strictement interdits. Quant au leader de l'Association, Ödön Lénárd, il fut arrêté dès le lendemain du vote de la loi et fut condamné à six ans de réclusion en raison du chef d'accusation d'incitation à la révolte contre la république. Au total, il allait passer plus de dix-huit ans de sa vie en prison³⁶.

Conclusion

L'histoire de l'Association des parents d'élèves catholiques en Hongrie est brève (1945-1948). Au cours de ces trois années mouvementées, l'atmosphère de plus en plus anticléricale pesa de plus en plus sur les écoles confessionnelles, jusqu'à

ce que ces dernières fussent bel et bien interdites. Or il apparaît que l'Église catholique réussit à mobiliser de nombreux fidèles jusqu'en 1948 ; beaucoup de parents d'élèves participèrent en effet activement à la défense des écoles catholiques. Mais il est également indéniable que les laïcs étaient moins organisés, et le rôle de la hiérarchie plus important en Hongrie qu'en France ou dans d'autres pays d'Europe occidentale.

Bien que l'Association des parents d'élèves catholiques eût disparu en 1948 au niveau national, on peut remarquer que l'une des associations locales a survécu à l'installation du régime communiste, sous une autre forme (l'association de l'Institut Sainte Margit, qui est devenu une confraternité d'inspiration cistercienne soutenant les soeurs et les anciens professeurs laïcs)³⁷.

D'autre part, l'idée d'organiser les parents d'élèves sous forme d'association fut adoptée par le gouvernement et le ministère de l'instruction : en septembre 1949, le ministre, Gyula Ortutay, décréta la création d'un "conseil de parents d'élèves" au sein de toutes les écoles³⁸.

Notes

- 1 Balogh Margit, *Mindszenty József (1892–1975)*, MTA BTK, Budapest, 2015, p. 640
- 2 Gyula Ortutay (1910–1978) : Ethnographe, homme politique, membre du Parti des petits propriétaires à partir de 1942, membre secret du Parti communiste après 1945, président de la Radio hongroise de 1945 à 1947, puis ministre de l'Instruction publique et des Cultes jusqu'à 1950, membre du Conseil présidentiel de 1958 à sa mort.
- 3 Discours au Parlement hongrois le 16 juin 1948. *Az 1947. évi szeptember hó 16-ára összehívott országgyűlés naplója* [Minutes du parlement convoqué le 16 septembre 1947], Hiteles kiadás, Negyedik kötet, Budapest, 1949, p. 530
- 4 Romsics Ignác, *Magyarország története a XX. században* [Histoire de la Hongrie au XX^e siècle], Osiris, Budapest, 1999, p. 279–294
- 5 L'Action Catholique fut établie par la réunion des évêques en octobre 1932. Son directeur national fut Zsigmond Mihalovics jusqu'au juillet 1948. Cf. Gianone András, *Az Actio Catholica története Magyarországon 1932–1948* [Histoire de l'Action Catholique en Hongrie 1932–1948], ELTE Történelemtudományok Doktori Iskola, Budapest, 2010
- 6 Beke Margit (éd.), *A magyar katolikus püspökkari tanácskozások története és jegyzőkönyvei 1945–1948 között*. [Histoire et protocoles des réunions de l'épiscopat catholique hongrois entre 1945 et 1948] MTA BTK Történettudományi Intézet, Budapest, 2015, p. 70–71
- 7 Primási Levéltár [Archives Primatiales, PL] 714/1945
- 8 Associations de parents d'élèves de l'enseignement libre. Propos, souvenirs et documents recueillis par P. M. Léonard. "Famille éducatrice", Paris, 1978, p. 7–9
- 9 PL 3790/1948, lettre de Zsigmond Mihalovics à János Drahos, vicaire d'Esztergom le 22 juin 1945. PL 3679/1945, lettres de Zsigmond Mihalovics à József Mindszenty le 12 et le 15 octobre 1945.
- 10 PL 3790/1948, lettre de József Mindszenty aux provinciaux le 12 novembre 1945, lettre circulaire aux dirigeants des paroisses le 15 novembre 1945, lettre circulaire aux chefs d'établissement le 30 novembre 1945.
- 11 PL 9107/1948, PL 3790/1948.

- 12 Beke, *op. cit.* p. 113.
- 13 PL 3790/1948, lettre circulaire de János Drahos le 23 avril 1946.
- 14 PL 1627/1947, lettre d'István Szántay-Szemán à József Mindszenty le 4 mars 1947
- 15 Beke, *op. cit.* p. 228
- 16 PL 3790/1948, lettre circulaire de József Mindszenty aux ordinaires le 23 mai 1946
- 17 PL 1627/1947, règlement de l'Association des parents catholiques point I/4
- 18 Beke, *op. cit.* p. 154–155. Szent István Társulat, Esty Miklós hagyatéka [Société de Saint Étienne, Fond de Miklós Esty], 4/66, correspondance de l'Action catholique avec le ministère de l'Intérieur en juillet 1946
- 19 PL 9107/1947, rapport sur le travail de l'Association le 1^{er} mai 1947
- 20 PL 1627/1947, règlement de l'Association de parents catholiques point I/3. Lettre circulaire 2/1946 du bureau central de l'Association
- 21 PL 1627/1947, Règlement de l'Association de Parents Catholiques points I/6 et II/1, projet d'activités du bureau central de l'Association pour les associations locales en septembre 1946, lettre circulaire du bureau central de l'Association le 23 septembre 1946
- 22 PL 1627/1947, lettre circulaire du bureau central de l'Association aux associations locales du 3 septembre 1946
- 23 PL 9107/1947, *pro memoria* d'Ödön Lénárd à József Mindszenty le 1^{er} mai 1947
- 24 PL 1627/1947, projet d'activités du bureau central de l'Association pour les associations locales en novembre 1946. PL 9107/1947, rapport sur le travail de l'Association le 1^{er} mai 1947
- 25 Beke, *op. cit.* pp. 229, 238. PL 7778/1947, lettre d'Ödön Lénárd à József Mindszenty le 18 décembre 1946
- 26 PL 3790/1948, lettre d'Albin Balogh, recteur d'une académie catholique à József Mindszenty le 5 octobre 1945, lettre circulaire aux chefs d'établissements catholiques le 30 novembre 1945
- 27 Beke, *op. cit.* p. 147. Mindszenty József, *Emlékirataim* [Mémoires], Kardinal-Mindszenty-Stiftung, Vaduz, 1988. 120–128. Új Ember, le 9 juin 1946. pp. 1–2, 4, le 7 juillet 1946 p 1–2. *Szabad Nép*, le 17 avril 1946. p. 2, le 18 avril 1946. p. 2
- 28 Beke *op. cit.* p. 227–229. PL 1627/1947, lettre circulaire du bureau central le 22 novembre 1946
- 29 Beke, *op. cit.*, p. 296. Balogh *op. cit.*, p. 645–652. Mészáros István, *Mindszenty és Ortutay, Iskolatörténeti vázlat : 1945–1948*, [Mindszenty et Ortutay. Esquisse d'une histoire sociale : 1945–1948], A szerző kiadása, Budapest, 1989, p. 66–89
- 30 Gianone András (éd.), *Az országos katolikus nagygyűlések Magyarországon, 1933–1947* [Les assemblées générales des catholiques en Hongrie, 1933–1947], MTA BTK Történettudományi Intézet, Budapest, 2017. pp. 353–356
- 31 Beke, *op. cit.*, pp. 151, 227–229, 557
- 32 Balogh, *op. cit.*, pp. 713–728. Mészáros, *op. cit.*, p. 108–128. *Szabad Nép*, le 16 avril 1948, p. 5, le 9 mai 1948, p. 13, *Friss Ujság*, le 30 avril 1948, p. 3, le 16 mai 1948, p. 1–2
- 33 Állambiztonsági Szolgálatok Történeti Levéltára [Archives Historiques des Organisations de Sécurité de l'État] V-700/57, p. 390, lettre circulaire du bureau central de l'Association le 16 mai 1948
- 34 Beke, *op. cit.*, p. 419. *Szabad Nép* le 15 mai 1948, p. 5, le 23 mai 1948, p. 6. PL 3790/1948, lettre d'Ödön Lénárd à Zsigmond Mihalovics, le 22 mai 1948, lettre de József Mindszenty au bureau central de l'Association le 25 mai 1948
- 35 Kovács Éva, « Az iskolaállamosítás parlamenti vitája, Érvek és ellenérvek (1948) », [Le débat au parlement sur la nationalisation des écoles, Arguments pour et contre (1948)] In Zeidler Miklós (éd.), *Tanulmányok a XIX–XX. századi történelemből*, ELTE BTK, Budapest, 2001, p. 226, 232–233
- 36 Gianone András, *op. cit.*, p. 212–214

- 37 Csonka Pálné Wurga Margit, « Ha a kövek beszélni tudnának » [Si les pierres pouvaient parler], In Csonka Pálné Wurga Margit (éd.), *Visszapillantás a Szent Margit Intézetben eltöltött évekre* [Chronique des années passées à l'Institut Sainte Margit], Manuscrit, 1990, p. 63, 83, 88
- 38 A vallás- és közoktatásügyi miniszter 1.213-S/1949. (195) VKM. számú rendelete, Magyar Közlöny – Rendeletek Tára, le 20 septembre 1949, p. 1595–1596. On remarque aussi, depuis 1945, d'autres initiatives de la part des partis de gauche d'organiser sous forme d'associations les parents d'élèves. *Fővárosi Közlöny*, le 21 juillet 1945, p. 445. *Népszava*, le 6 novembre 1945, p. 4.